



**Pour de nombreux acteurs, la mise à l'écart des entreprises françaises a donné l'opportunité à d'autres pays de faire montre de leur savoir-faire. Une volonté de diversification des partenaires traduite en actes concrets par le chef de l'Etat Paul Biya.**

Jusqu'à il y a de cela quelques années, ce sont les entreprises françaises qui faisaient la pluie et le beau temps dans le paysage industrialo-économique camerounais. Mais, de plus en plus, le président Paul Biya fait partie des leaders africains qui croient en une Afrique libre, digne et décomplexée. Celle qui ne doit plus dépendre nécessairement de l'aide extérieure, mais pour laquelle le travail est source de dignité et de bonheur. Et il l'a de tout temps signifié à sa manière, sans tambours ni trompettes. On se souvient d'ailleurs que c'est bien le président Paul Biya qui est derrière Emmanuel Etoundi Oyono quand, avant son décès, ce dernier réussit l'exploit de déstabiliser tout le réseau mis sur pied au Port autonome de Douala (Pad) par l'homme d'affaires français Vincent Bolloré. La suite de cette affaire est aujourd'hui connue de tous. Ce n'est d'ailleurs pas le fait du simple hasard si à 2 reprises, le Français Bolloré a sollicité la gestion du terminal à conteneurs du port de Kribi. Non seulement le gouvernement camerounais avait dans un premier temps refusé en lui demandant de se mettre en consortium avec le constructeur chinois du port de Kribi Chec et une autre entreprise française détenant les capitaux chinois du nom de Cmvcm. Mais le gouvernement aura exigé dans un second temps que le plus gros pourcentage dans la répartition du capital revienne aux Chinois. Une vraie révolution, soutiennent la plupart des armateurs du Cameroun. Seulement, on notera que pour des raisons strictement de marketing, c'est le nom de Vincent Bolloré qui est mis au-devant de

la scène. Tout simplement parce que la Chine n'a aucune grande expérience dans la gestion portuaire en Afrique. Le Français Bolloré étant présent sur toute la côte Ouest-africaine (Nigéria, Ghana, Guinée, etc.). Soit.

Connu pour être réfractaire aux pressions impulsées dans la périphérie de son pouvoir par certains tenants de la FrancAfrique, le président camerounais a toujours su résister à toutes les pressions susceptibles de faire arbitrairement la part belle aux entreprises françaises. Le groupe Bolloré n'est pas la seule entreprise française à subir les affres de la rigueur et de la moralisation du président camerounais. Il y a également l'entreprise Orange-Cameroun. En début de décennie 2000, cette entreprise française obtient la licence pour exploiter le réseau téléphonique camerounais. Un contrat de 15 ans est à cet effet signé par les autorités camerounaises pour un montant inférieur à 9 milliards de Fcfa. Lorsqu'en 2015, l'entreprise française revient pour un nouveau contrat, cette fois, les Camerounais, assurément sur instructions du gouvernement, lui exigent 75 milliards de Fcfa. La société de téléphonie mobile sud-africaine Mtn quant à elle n'hésite pas à signer. Mais Orange, forte de l'appui de ses puissants réseaux, persiste dans son non, en croyant faire fléchir la position camerounaise. Hélas ! Le gouvernement camerounais ne change pas d'avis. Orange propose dans un second temps de déboursier 40 milliards de Fcfa. Le gouvernement camerounais reste imperturbablement campé sur ses positions... Cet autre entêtement n'arrange pas Paris.

#### VACHES GRASSES

En effet, sans éclats de voix particulières, le président Paul Biya, a décidé, il y a quelques années, de mettre fin à cette période de vaches grasses qui donnait le monopole aux investisseurs français en s'abreuvant librement aux mamelles bien fournies des ressources de notre sous-sol. Pour cela, tout indique dans son attitude que le président camerounais a toujours voulu demeurer logique envers ce qu'il avait déjà déclaré il y a quelques années après son accession au pouvoir en estimant nettement que le Cameroun n'était la chasse gardée de personne. Il aura ainsi bâti dans cette foulée d'autres partenariats utiles et stratégiques avec d'autres pays comme la Russie, la Turquie, l'Inde et le Brésil. Seulement, selon nos investigations, la goutte d'eau qui aurait débordé le vase, serait venue de la Chine en 2007, lors des accords de partenariat économiques conclus avec le pays de l'Empire du Milieu. A l'époque, le Cameroun sortait à peine de l'ajustement structurel. Pour le président Paul Biya ce fut l'occasion providentielle pour inviter son homologue chinois Hu Jintao à Yaoundé. Au cours de son séjour en terre camerounaise, ce dernier signe un accord de défense avec son hôte camerounais. Pour la première fois, l'attaché militaire du Cameroun dans un pays étranger est un général de corps d'armée. Il s'agit du contre-amiral Jean Pierre Nsola. Ce qui provoque un tollé dans les milieux diplomatiques à Paris. Car même la France n'a jamais eu un tel privilège. Automatiquement, une ligne de crédit de 400 milliards de Fcfa est ouverte par la Chine pour le réarmement de l'armée camerounaise. Paris ne voit pas tout cela d'un bon œil. Mais le président Paul Biya n'en a cure. Comme pour dire que l'herbe peut aussi être verte ailleurs.

**Source : LA NOUVELLE N° 570 du lundi 30 novembre 2020**